



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Fermeture de l'usine Bridgestone de Béthune

Question au Gouvernement n° 3318

Texte de la question

FERMETURE DE L'USINE BRIDGESTONE DE BÉTHUNE

M. le président. La parole est à M. Fabien Roussel.

M. Fabien Roussel. Monsieur le Premier ministre, le Japonais Bridgestone fermerait son site de Béthune et laisserait 863 salariés sur le carreau, avec l'angoisse du chômage, des prêts pour la maison et des études des enfants. Au total, avec les sous-traitants, ce sont 3 000 familles qui sont concernées. La direction européenne de Bridgestone a expliqué hier que cette décision était due à la surcapacité de sa production en Europe, de l'ordre de cinq millions de pneus par an. Or, c'est le groupe lui-même qui a organisé cette surcapacité en investissant massivement dans ses usines de Pologne et de Hongrie. En 2012, avec une aide de 24 millions d'euros de l'Union européenne, Bridgestone a agrandi son site de Poznan et produit deux millions de pneus supplémentaires par an puis, en 2017, a triplé sa production en Hongrie. Ce sont eux qui organisent au sein de leur propre groupe une concurrence déloyale entre les salariés, avec la bénédiction de l'Union européenne, pour dire finalement que l'usine de Béthune est de trop !

Comment la France peut-elle parler de souveraineté et de relocalisation tout en acceptant une telle décision ? C'est un scandale industriel et social, mais aussi écologique, car les pneus Bridgestone viendront désormais par camion de toute l'Europe. Il est temps de montrer que notre pays n'accepte plus ces choix purement financiers. Va-t-on enfin dire ici que les actionnaires, quels qu'ils soient, ne sont pas tout-puissants et qu'une nation sait protéger ses citoyens ?

Monsieur le Premier ministre, les députés communistes vous demandent de faire pression sur le groupe japonais en demandant le remboursement des aides publiques de l'Union européenne. Faites pression sur le gouvernement japonais. Menacez les produits que le Japon exporte vers la France. Faites respecter notre pays, notre industrie et nos salariés. Obtenez que le site de Béthune ne ferme pas. *(Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et SOC, ainsi que sur quelques bancs du groupe LR.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée chargée de l'industrie.

Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée chargée de l'industrie. J'accuse comme vous le choc de cette annonce et je partage avec vous la conviction que nous devons accompagner ces 863 salariés, ces 863 familles et l'ensemble des familles des sous-traitants qu'elle concerne, mais je ne crois pas à la fatalité. Je ne crois pas qu'il faille baisser les bras et haranguer ici et là au lieu de chercher des solutions, comme nous le faisons. *(Protestations sur les bancs du groupe GDR.)*

M. Pierre Cordier. On verra le résultat dans deux ans !

Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée . Je rappelle tout d'abord que, sur le marché du pneu, le premier élément de concurrence qui explique cette situation de surcapacité tient, et j'en suis désolée, aux exportations asiatiques, qui ont pris vingt points de parts de marché en vingt ans. Il faut donc nous interroger sur la compétitivité de l'Europe face à ces exportations. Je rappelle également que c'est avec ce gouvernement, durant la présente législature, que nous avons pris les premières mesures de protection...

M. Fabien Roussel. Nous ?

Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguéeconcernant les véhicules lourds, et que nous examinons un règlement permettant de distinguer les pneus de qualité de ceux qui sont de moindre qualité : nous verrons si cela permet de privilégier les productions de qualité françaises ou européennes.

Quand on parle de l'Europe, il ne faut pas aller trop vite en besogne, car l'Europe, ce sont 750 milliards d'euros au service de la relance de l'ensemble de l'économie. C'est une solidarité telle qu'on n'en a jamais vu depuis des années. C'est...

M. Fabien Roussel. Une concurrence déloyale !

Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguéeune construction qui permet aussi à l'ensemble des pays d'être interdépendants et de se reconstruire.

M. Fabien Roussel. Oui : la Pologne et la Hongrie ! Et ce sont nos usines qui ferment en France.

Données clés

Auteur : [M. Fabien Roussel](#)

Circonscription : Nord (20^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3318

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Industrie

Ministère attributaire : Industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [23 septembre 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [23 septembre 2020](#)